



### **Développeur d'avenirs durables**

Institution financière, l'Agence Française de Développement (AFD) est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays en développement et de



## Auteurs

Le présent rapport a été rédigé par Gail Hurley, spécialiste en financement pour le développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Bureau des politiques et de l'appui aux programmes (BPPS) et par Tançrède Voituriez, Directeur du programme « Gouvernance mondiale » à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

## Contributeurs

Pedro Conceição, directeur des politiques stratégiques, PNUD ; Yves Guicquéro, responsable de la division Agenda de l'aide et partenariats internationaux, AFD ; Nergis Gulasan, spécialiste en Politiques, PNUD ; Erling Kravik, spécialiste en Politiques, PNUD ; Marianne Mensah, spécialiste en innovation financière pour le développement, AFD ; Céline Miannay, spécialiste des partenariats, AFD ; Armand Rioust de Largentaye, chargé de mission, AFD.

## À propos du présent rapport

Ce rapport est une publication conjointe de l'Agence Française de Développement (AFD) et du PNUD. Il a été élaboré en tant que contribution à l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul (IPoA) en faveur des PMA, qui se déroulera à Antalya (Turquie) du 27 au 29 mai 2016.

## Remerciements

Les auteurs et contributeurs souhaitent remercier de leur collaboration, leurs suggestions et leur examen critique les personnes suivantes (par ordre alphabétique) : Philippe Orliange, directeur exécutif de la Direction de la Stratégie, des partenariats et de la communication, AFD ; Massimiliano Riva, spécialiste en Politiques, PNUD ; Alex Warren-Rodriguez, spécialiste en Politiques, Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies. Ils tiennent à remercier également les participants à l'atelier conjoint AFD-PNUD sur le financement du développement dans les pays les moins avancés (PMA) qui s'est tenu en mars 2016, ainsi que les participants à un side-event sur le même sujet dans le cadre du Forum sur le financement du développement organisé par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) en avril 2016. Bon nombre d'idées et de contributions apportées lors de ces événements ont permis d'étayer le présent rapport. Les auteurs remercient a Dév LO 30 per nsabl 1P (cuggu21.(y) 10 1 ((t AFD-Pé -1CAFD :) 61 JTD Tc







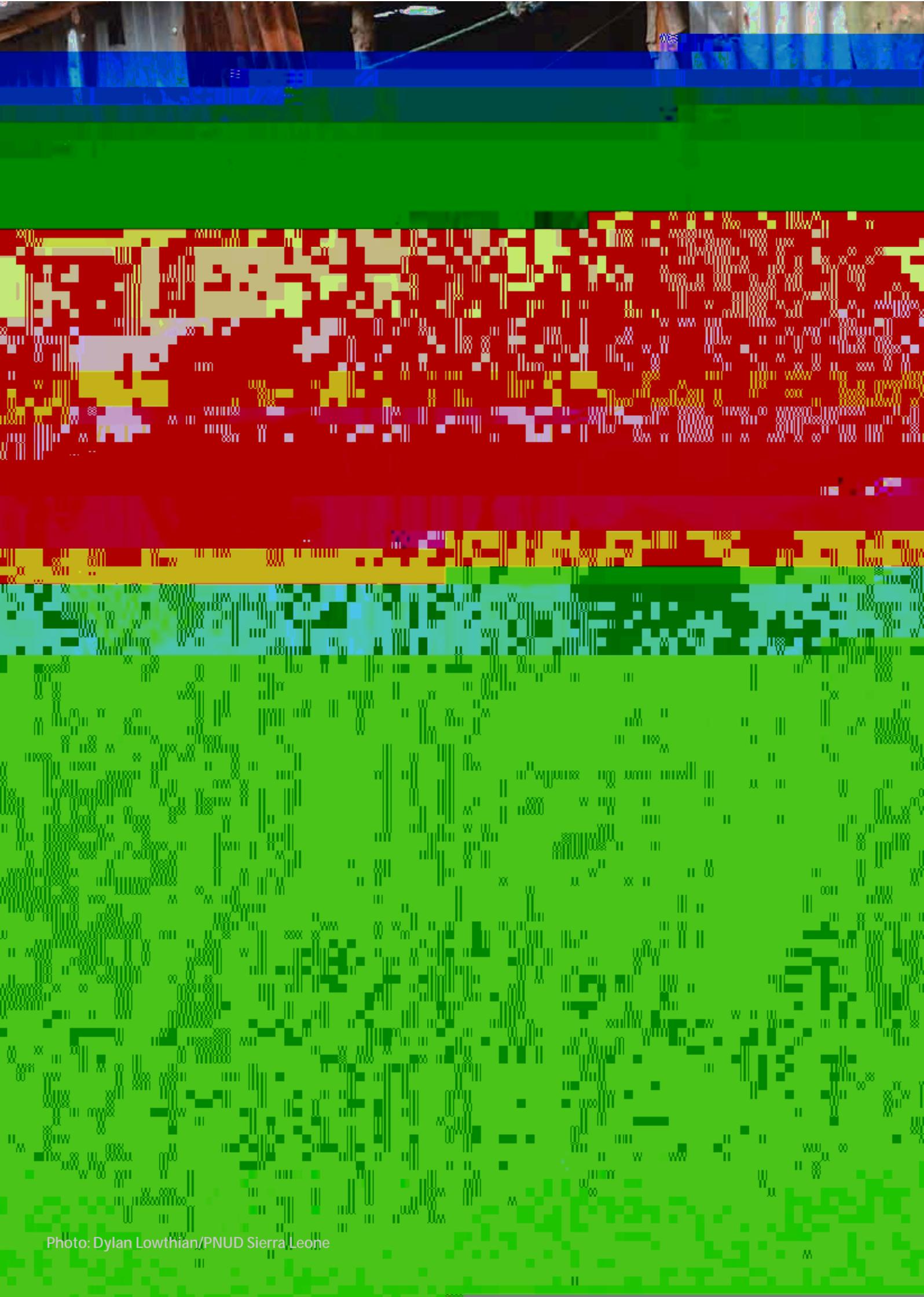


Photo: Dylan Lowthian/PNUD Sierra Leone

# Résumé analytique

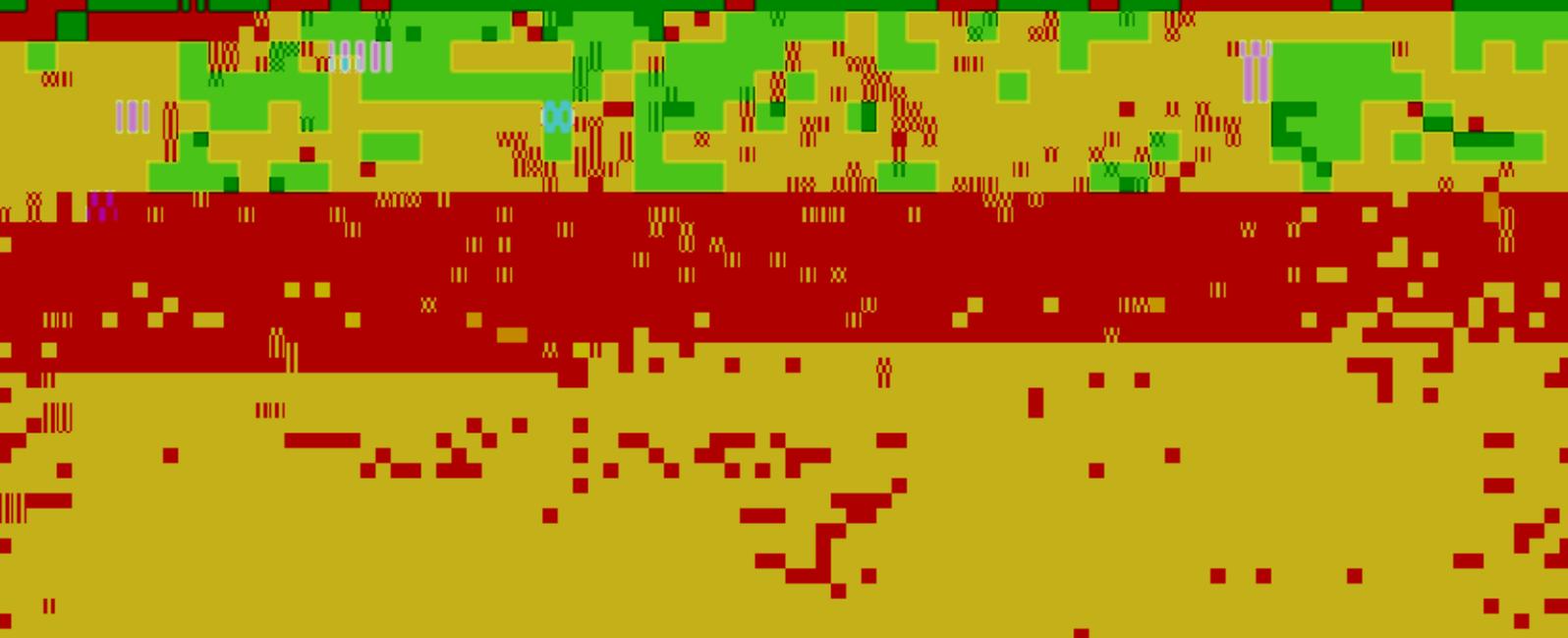
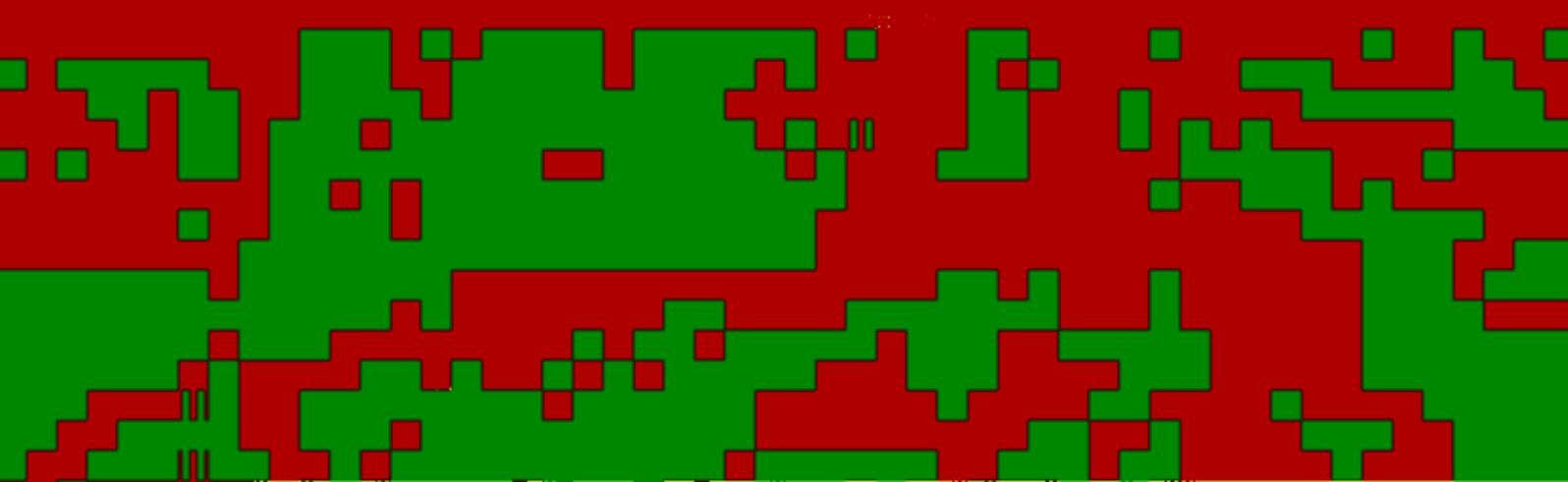
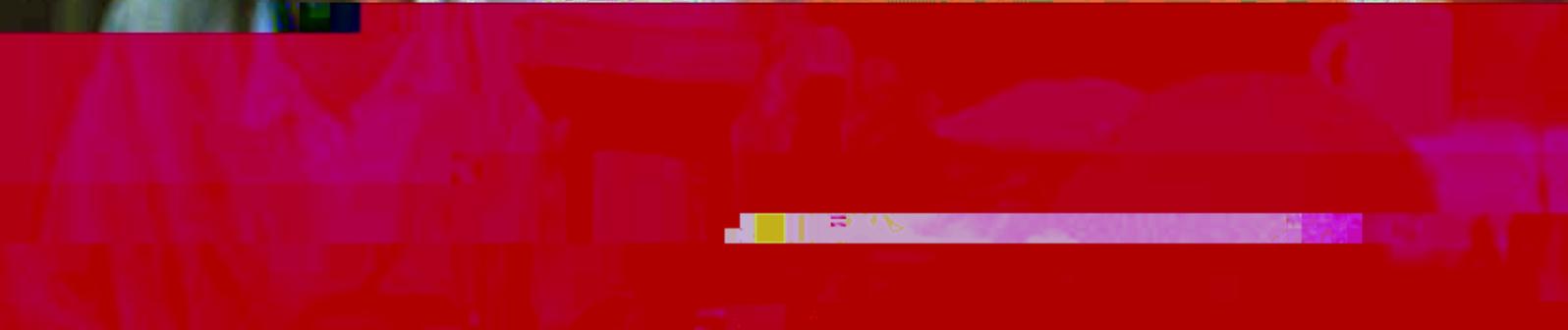
Ces quinze dernières années, les PMA ont accompli des progrès économiques et sociaux considérables. La pauvreté a reculé, les enfants sont plus nombreux à l'école et les indicateurs de santé sont à la hausse. Grâce au prix élevé des matières premières et à l'accroissement des flux d'aide publique au développement (APD), nombre de PMA ont enregistré une croissance économique sans précédent. Les ressources intérieures ont augmenté, les investisse-



et en optimisant les avantages en termes de développement. Fer de lance de la proposition et du pilotage d'un grand nombre de solutions financières innovantes (75 sa5 (n) e5o)n( 75 iZ BT) 5du BTET BT 12 0 0 12 414.204 78232.056 7889c8 1 Tf [ ( ) Tj ET E



5. Les outils destinés à gérer les risques et les crises constituent des instruments non seulement complémentaires mais indispensables aux pays vulnérables.
6. Contrainte majeure pour les PMA, le risque doit être réduit. Pour améliorer le rendement escompté du capital dans les PMA, les partenaires de développement doivent assumer leur rôle aux différentes étapes du cycle du projet, notamment pour limiter les risques, gérer les recettes et montrer l'existence de marchés viables et solvables. En ce sens, les financements publics et privés peuvent jouer des rôles complémentaires.
7. Le développement des capacités est crucial pour atteindre le plein potentiel des différentes options de financement dans les PMA. Bon nombre d'outils financiers n'atteindront leur potentiel que s'ils s'inscrivent dans l'effort de développement des capacités locales.
8. Utilisés de manière judicieuse, les financements peuvent générer des avantages connexes : ils peuvent par exemple soutenir le secteur privé local tout en se montrant avantageux pour l'environnement ; les prêts indexés au PIB sont non seulement utiles en cas de crise, ils peuvent également favoriser les fonctionnalités contra-cycliques et contribuer à la stabilité.











De récents changements dans la manière dont les donateurs de l'OCDE rendront compte de leur financement par emprunt et par d'autres formes d'aides financières publiques à partir de 2018 peuvent également modifier les incitations des donateurs à accroître la part d'APD apportée sous forme de prêts concessionnels. La mesure à l'étude du « soutien public total au développement durable (TOSSD) » pourrait résulter en une plus vaste utilisation des instruments tels que les garanties (voir [encadré 5](#)).

Le présent document s'adresse aux décideurs politiques des PMA et à leurs partenaires de développement, ainsi qu'aux professionnels, spécialistes et analystes du développement évoluant dans le domaine du financement du développement. Notre objectif est d'aider les PMA et leurs partenaires de développement à réfléchir à une « boîte à outils » financière élargie qui aiderait les pays les plus pauvres à répondre à leurs besoins en matière de développement durable, et à lutter contre leur vulnérabilité persistante. Il s'appuie sur des expériences et les leçons récemment tirées de nombreux instruments financiers, et réfléchit aux possibilités et aux risques rencontrés par les PMA. Nous nous concentrerons principalement sur le rôle potentiel du secteur public, étant donné que ses actions peuvent soutenir la courbe d'apprentissage dans les PMA et avoir un e







# I. OUVRIR LA VOIE AU RECLASSEMENT

## Les pays les moins avancés : aperçu

### 1. Les PMA ont fait d'importants progrès dans les domaines économiques et sociaux

Le statut de « pays le moins avancé » est défini selon trois critères : faible revenu par habitant ; faible niveau de capital humain selon l'indice du capital humain ; et haute vulnérabilité économique selon l'indice de vulnérabilité économique<sup>10</sup>. À ce jour, on compte 48 PMA représentant environ 13 pour cent de la population mondiale et 43 pour cent de la population extrêmement pauvre du monde<sup>11</sup>. Plus des deux tiers des PMA se situent en Afrique subsaharienne (trente-quatre), les autres étant répartis entre le continent asiatique (neuf pays), l'Océanie (quatre) et l'Amérique centrale (un) (voir [figure 2](#))<sup>12</sup>.

Si les PMA partagent de nombreuses caractéristiques, ils n'en restent pas moins un groupe hétérogène. Certains sont des pays en développement sans littoral (p. ex., Afghanistan, Burkina Faso, Niger et Soudan du Sud) et nombre d'autres sont des petits États insulaires en développement (PEID) (p. ex., les Kiribati et les Îles Salomon). Il est communément admis que ces caractéristiques structurelles amplifient les défis en matière de développement (les PEID et les pays en développement sans littoral peuvent par exemple avoir plus de difficultés à accéder aux marchés mondiaux). Si de nombreux PMA sont faiblement peuplés (p. ex., les Tuvalu comptent moins de 10 000 habitants), ce n'est pas le cas de tous (le Bangladesh, p. ex., avec 156 millions d'habitants)<sup>13</sup>. Les structures économiques sont également di

manufacturiers (principalement en tissus et en vêtements), dix sont des exportateurs de minéraux, huit sont des exportateurs agricoles et dix autres sont des exportateurs de services<sup>14</sup>. Ces différences impliquent que l'équilibre approprié entre les sources de financement ne soit pas le même selon les pays.

À ce jour, quatre pays sont sortis de la catégorie des PMA : le Botswana en 1994, le Cap Vert en 2007, les Maldives en 2011 et Samoa en 2014<sup>15</sup>. La Guinée équatoriale et Vanuatu devraient sortir de la liste en 2017 (bien que le reclassement de ce dernier ait été reporté à 2020 suite aux dégâts engendrés par le cyclone Pam en 2015). L'Angola devrait être reclassé en 2021. Les Nations Unies ont également recommandé le reclassement des Tuvalu. L'augmentation récente du nombre de pays candidats au reclassement reflète les importants progrès économiques et sociaux réalisés par les PMA ces 15 dernières années.

Entre 2000 et 2008, l'ensemble des PMA a connu des taux de croissance économique constamment élevés (voir [figure 3](#)). La croissance du PIB réel y dépassait souvent 7 ou 8 pour cent par an, avec un accroissement des aflux de capitaux et une progression des exportations.

Par conséquent, plusieurs PMA ont commencé

tenu de leurs situations initiales<sup>17</sup>. La plupart des PMA ont atteint des résultats impressionnants en matière de scolarisation à l'école primaire, avec un taux de 82 pour cent en 2013 contre 50 pour cent en 1990. Les PMA ont également obtenu de bons résultats en ce qui concerne plusieurs indicateurs de santé. Le taux de mortalité maternelle moyen pour 100 000 naissances a pratiquement été divisé par deux dans les PMA, soit une amélioration

### Figure 3. Croissance du PIB réel annuel dans les PMA et autres groupes de pays

Source : CNUCED, 2016

En moyenne, la croissance reste également en dessous de l'ambitieux objectif des 7 pour cent défini par l'IPoA (2011). De même, il est peu probable que 24 PMA deviennent éligibles au reclassement d'ici 2020 (voir [encadré 3](#)). Les PMA ont beau avoir relativement bien résisté à « la tempête » créée par la crise économique et financière de 2008, celle-ci n'en aura pas moins montré à quel point les performances économiques de ces pays sont liées à celles de l'ensemble de l'économie mondiale (voir [figure 3](#)).







## Encadré 4. **Soutenabilité de la dette des PMA**

Pour de nombreux PMA, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) ont dominé la dynamique de la dette publique à la fin des années 1990 et 2000<sup>34</sup>. Au total, 31 PMA ont également été classés comme PPTE (voir la liste complète en annexe). À elles deux, les initiatives PPTE et IADM ont permis d'accorder plus de 88 milliards de US\$ de réduction de dettes à ces 31 PMA lourdement endettés<sup>35</sup>. Ces programmes ont permis aux pays bénéficiaires non seulement de réduire leurs dettes à un niveau plus raisonnable, mais aussi d'accroître leurs dépenses allouées à la réduction de la pauvreté de trois points de pourcentage du PIB en moyenne<sup>36</sup>. Malgré tout, de nombreux pays ont regretté que le processus d'allé-

Malgré ces préoccupations, il existe un certain nombre de nouveaux développements positifs clés permettant d'améliorer la prévention et la gestion de la dette, dont le cadre de viabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale à destination des pays à faible revenu (lequel surveille les ratios d'endettement et évalue les risques de surendettement des pays). Une plus grande importance est également accordée à l'assistance technique fournie par les institutions de Bretton Woods, qui aident les pays à élaborer des stratégies de désendettement et à gérer efficacement leur dette<sup>45</sup>. Un éventail plus large de produits de gestion des risques (tels que les assurances contre les risques météorologiques ou de catastrophe, et le financement en devise locale) existe aussi à présent.

Malgré tout, les capacités de paiement de la dette des PMA restent faibles : les économies demeurent peu diversifiées ; les exportations et les recettes budgétaires dépendent encore trop des matières premières (volatiles) ; les recettes fiscales stagnent ; et les chocs externes ont renforcé la vulnérabilité et la volatilité de nombreux pays. Les analyses du degré d'endettement tolérable (DSA) aussi bien intentionnées soient-elles - ne pourront jamais prédire avec précision les futures crises de la dette<sup>46</sup>.

Les enseignements tirés des précédentes crises d'endettement soulignent à quel point il y a eu un excès d'optimisme quasi universel à l'égard des prix des matières premières et des hauts rendements que les onéreux projets d'infrastructures à grande échelle étaient susceptibles de générer. Les gouvernements et les institutions financières internationales ont également eu tendance à sous-estimer les effets négatifs à long terme des chocs majeurs ainsi que l'importance d'une croissance économique forte et soutenue dans les économies développées. Dans la mesure où les PMA cherchent à diversifier les sources de financement nécessaires à leur développement, il est essentiel que ces instruments soient adaptés à leur situation et à leurs besoins spécifiques, et qu'ils prennent pleinement en compte les enseignements tirés du passé.

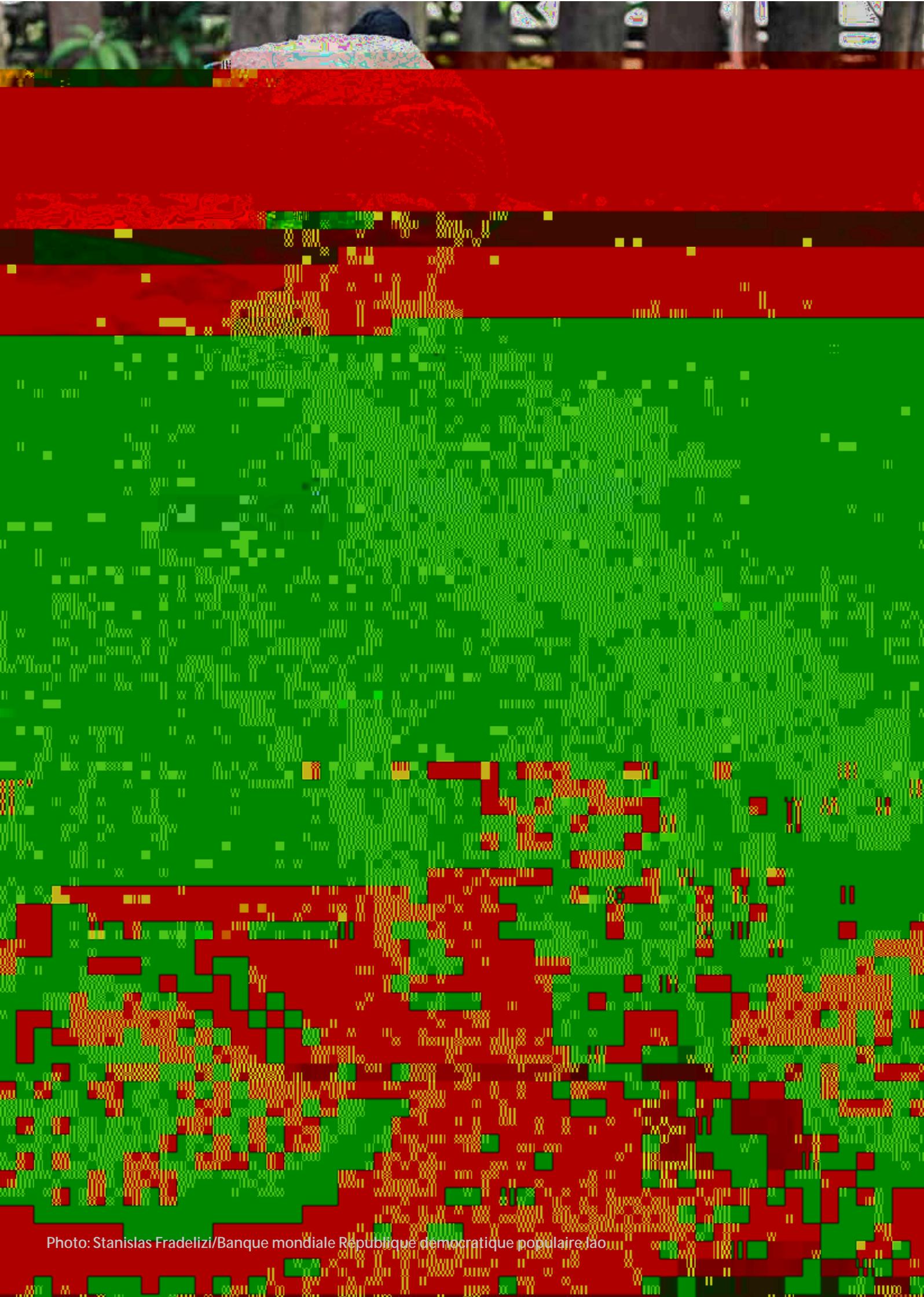


Photo: Stanislas Fradelizi/Banque mondiale République démocratique populaire lao

# II. MOBILISATION DES FINANCEMENTS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES PMA

## Saisir les opportunités qu'offre une boîte à outils élargie de financement du développement

Le paysage actuel du financement du développement est complexe, évolue rapidement et englobe une grande diversité d'acteurs (publics et privés, nationaux, infranationaux et locaux, etc.), avec des parties prenantes diverses (contribuables, actionnaires, fiduciaires, etc.), des motivations diverses (développement, profit ou les deux), et une multiplicité d'instruments financiers (subventions, prêts, garanties, assurances, etc.). La [Figure 5](#) offre un aperçu des sources et instruments de financement les plus connus et les plus importants, bien qu'il en existe beaucoup plus.

Les exigences de l'Agenda 2030 appellent à utiliser divers instruments de financement en fonction de leurs points forts et de leur complémentarité. Les bailleurs de fonds publics ont un rôle particulier à jouer (et une responsabilité à assumer) lorsqu'il s'agit d'aider les pays les plus pauvres à utiliser ces divers instruments de financement de façon responsable, de réduire les risques et d'obtenir un maximum d'avantages en matière de développement pour les pays vulnérables à faible revenu. Les initiatives publiques et les financements publics ont également joué un

## Figure 5. Qu'y a-t-il dans la boîte à outils financière ?

Source : auteurs<sup>47</sup>

Obligations	Prêts et garanties	Recettes publiques	Assurance	Fonds	Subventions
Obligations souveraines émises sur les marchés internationaux et					

rôle essentiel dans le lancement et le pilotage de nombreuses initiatives de financement récentes et novatrices. Cela démontre l'importance des financements publics et de la politique publique lorsqu'il s'agit de stimuler l'innovation financière et la création d'instruments qui finissent par être repris par les marchés financiers et les investisseurs privés.

Dans cette section, nous examinerons une série d'instruments financiers qui ont émergé et mûri au cours de ces dernières années, et nous étudierons dans quelle mesure ils pourraient être utilisés - ou le sont déjà - dans les PMA, afin de soutenir le développement durable. Quelle expérience a-t-on de ces instruments à ce jour ? Quelles sont les possibilités et les risques dans le futur ?

Encadré 5. **La modernisation de l'APD et la nouvelle mesure du**

# 1. Lever des financements importants et renforcer les capacités par des mixages

L'intérêt pour les instruments de mixage s'est répandu à une telle vitesse au cours de ces dernières années que ces derniers constituent l'un des secteurs les plus dynamiques du financement du développement. Il existe une multitude d'acteurs désormais impliqués dans les mixages, des organismes bilatéraux de développement



des institutions de financement du développement), mais aussi du côté des bénéficiaires (p. ex., dans les pays en développement, et en particulier dans les PMA). L'expérience en matière de partenariats public-privé dans le financement des infrastructures est jusqu'à présent mitigée, notamment lorsque les opérations ont été organisées afin que le ratio financement public/risque dépasse les attentes initiales, ce qui a entraîné un transfert net des ressources publiques pour subventionner les investisseurs privés.

En outre, institutions et analystes ont, pour certains, appelé à une réelle prudence lorsqu'il s'agit de recommander des financements moins concessionnels aux pays en développement, et en particulier aux PMA où la viabilité de la dette





des rendements sociaux élevés en contrepartie de la prise en charge des risques importants de pertes financières. Ils sont disposés à assumer la partie la plus risquée de la structure du capital, qui correspond généralement à des fonds propres ou à des quasi-fonds propres. Ils utilisent cette base pour attirer d'autres investisseurs vers les couches moins risquées d'un fonds (et pour lequel ils recevront un rendement plus limité). Ces investisseurs sont habitués à voir des modèles de financement « en cascade » où les tranches de prêt sont structurées en fonction des risques. Les garanties sont donc associées à un large éventail de moyens de finan-

cement (obligations, prêts, actions, assurances) et visent également à mobiliser les ressources privées de l'ensemble du spectre de l'économie.

Selon les estimations de l'OCDE, 40 pour cent des ressources mobilisées par des garanties ont ciblé des services bancaires et

### Encadré 9. Alliance pour une révolution verte : débloqué du crédit pour les petits agriculteurs

Source : AGRA

Le programme de financement novateur de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) débloquent des millions de dollars de crédits à faible coût au profit des petits agriculteurs et des petites entreprises agricoles auparavant considérés comme trop risqués pour qu'il leur soit octroyé des prêts, en leur offrant des possibilités sans précédent d'investir dans la croissance. L'AGRA et d'autres partenaires (dont des organismes d'aide bilatéraux, des institutions financières multilatérales, des fondations philanthropiques et des entreprises privées) réunissent des « fonds de garantie de prêts » qui permettent d'obtenir des prêts beaucoup plus importants auprès des banques com-

merciales. Les fonds de garantie de prêts permettent de s'assurer contre les défauts de paiement. Le programme a également noué des partenariats avec des prestataires de services financiers afin d'élaborer et de proposer des produits d'épargne, d'emprunt et d'assurance abordables et appropriés, et il est également associé à une formation aux compétences financières destinée aux agriculteurs et aux organisations paysannes.

Cette initiative a été particulièrement importante pour les PMA africains ; sur les 13 pays bénéficiaires du programme jusqu'à présent, dix sont des PMA<sup>64</sup>.

fonds à cet égard), et d'encourager leur utilisation accrue à l'avenir (voir encadré 5).

Du côté de la demande, malgré leurs avantages, il existe aussi des coûts de transaction pour les emprunteurs. Les garanties à elles seules ne peuvent pas non plus surmonter les problèmes inhérents à un projet mal conçu ou à un emprunteur insolvable. Ces difficultés peuvent être particulièrement marquées dans les PMA. Dans ce contexte, de nombreux experts estiment que l'utilisation de ce type d'instrument doit s'inscrire dans un effort plus large visant à renforcer la capacité des banques et des PME. D'une part, les banques doivent être capables de mieux appréhender et évaluer les risques et, d'autre part, les PME, en tant qu'emprunteurs, doivent mieux comprendre les modalités de gestion des flux de trésorerie et d'évaluation des besoins de financement. Les garanties ne suffisent pas à elles seules à faire la différence si les programmes d'assistance technique ou de renforcement des capacités ne sont pas intégrés à la boîte à outils.

Comme dans le cas du mixage, le secteur public a ici un rôle clé à jouer. Les bailleurs de fonds bilatéraux et les institutions financières multilatérales sont particulièrement bien outillés pour fournir des garanties à des pays en développement : ils ont des relations avec les gouvernements sur des périodes prolongées ; une solide

compréhension des risques politiques spécifiques aux pays en développement ; le personnel et les connaissances nécessaires pour être en mesure d'évaluer en profondeur un projet (y compris contribuer à sa conception) ; et l'aptitude à évaluer la capacité d'un emprunteur à payer<sup>65</sup>.

### 3. Financer les investissements et les PME à l'échelle locale tout en renforçant les institutions financières avec des prêts libellés en monnaie locale

De nombreuses banques de développement nationales et multilatérales émettent désormais des prêts en monnaie locale, soit directement auprès des autorités nationales ou infranationales et/ou auprès du secteur privé local. Le développement des financements en monnaie locale a été stimulé par une plus grande sensibilisation aux risques liés aux emprunts libellés en devises étrangères, associée à la nécessité de trouver de meilleures façons de financer les entités infranationales et les PME du secteur privé. Pour les gouvernements et les entreprises dont les revenus sont libellés principalement en monnaie locale, les emprunts dans d'autres devises

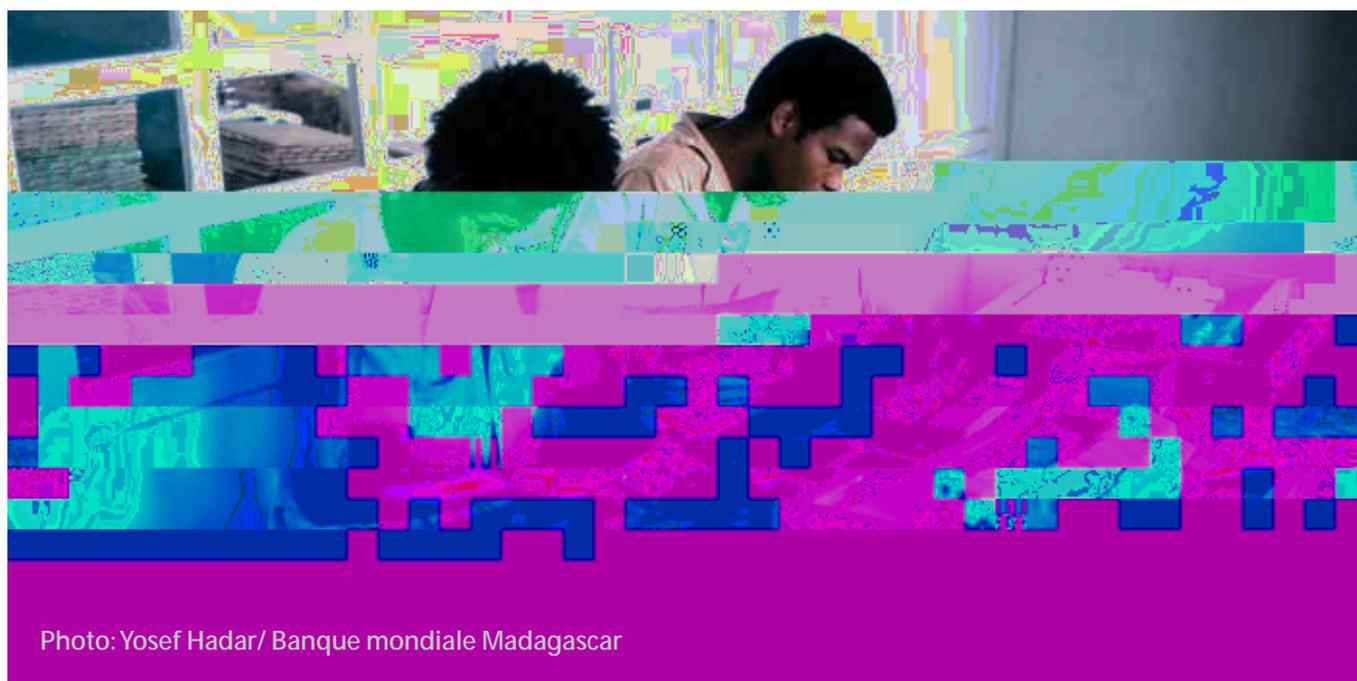


Photo: Yosef Hadar/ Banque mondiale Madagascar

peuvent entraîner une asymétrie des monnaies, une exposition à la volatilité des taux de change réels et une vulnérabilité à la dépréciation. Le financement en monnaie locale peut également stimuler et encourager le développement des marchés de capitaux locaux. Les collectivités territoriales et les emprunteurs du secteur privé ont souvent un accès plus limité aux marchés de capitaux internationaux ou locaux, ce qui se traduit par des quantités limitées de financements de projets à des coûts plus élevés

## Encadré 10. Nouvelle facilité de prêt pour financer les entreprises agricoles africaines

Source : LAFCo et Root Capital <sup>67</sup>

Annoncée à l'occasion du Forum sur l'investissement 2015 de Grow Africa, qui a eu lieu pendant le Forum économique mondial sur l'Afrique, l'initiative Lending for African Farming Company (LAFCo) vise à accroître la productivité et les revenus des petits exploitants grâce à une meilleure intégration dans les chaînes de valeur agricoles locales et régionales, et à un meilleur accès aux marchés officiels. Avec un capital initial octroyé par la KfW et des investissements supplémentaires d'AgDevCo (un investisseur à vocation sociale

et développeur de projets agro-alimentaires), LAFCo répondra aux besoins en fonds de roulement des entreprises agricoles. Elle sera gérée par Root Capital (un fonds d'investissement social sans but lucratif qui fournit des prêts et une formation aux compétences financières aux petites entreprises agricoles d'Afrique et d'Amérique latine) et fournira des lignes de crédit ainsi que d'autres titres d'emprunt flexibles pour des montants allant jusqu'à 4 millions de US\$, libellés en dollars américains et en devises locales

tion des prêteurs à une perte financière due aux mouvements potentiels des taux de change, à un risque de crédit (défaut), ainsi qu'au risque que les prêteurs puissent ne pas être en mesure d'obtenir les monnaies locales lorsque l'emprunteur le





vente initiale de 10 millions de US\$ en 2016 avec la participation de la BAD et de la Banque mondiale pour l'aider à réduire les coûts et à garantir un taux d'intérêt abordable. En cas de réussite, les Seychelles espèrent étendre le projet à l'avenir et y intégrer d'autres États insulaires de l'océan indien, tels que les Comores, Madagascar et Maurice (les deux premiers étant des PMA).

Ce sont les banques de développement internationales et nationales qui ont lancé et façonné le marché des obligations vertes. L'émission publique a été essentielle pour concevoir des modèles, fournir la liquidité de marché initiale et sensibiliser les investisseurs à cette catégorie d'actifs. Elles ont également été plus facilement en mesure d'absorber certains coûts de transaction supplémentaires associés à ces obligations, parce que les émetteurs doivent suivre, surveiller et rendre compte de l'utilisation du produit pendant la durée de vie de l'obligation. À cet égard,



des États ont généralement tendance à chuter. En n de compte, cela contribue à réduire les risques (onéreux) de défaut souverain et peut améliorer la résistance aux chocs externes en o rant une certaine marge de dépenses publiques supplémentaires - même si l'ampleur de cet avantage est bien évidemment déterminée par la part de la dette qui est indexée sur le PIB<sup>87</sup>.

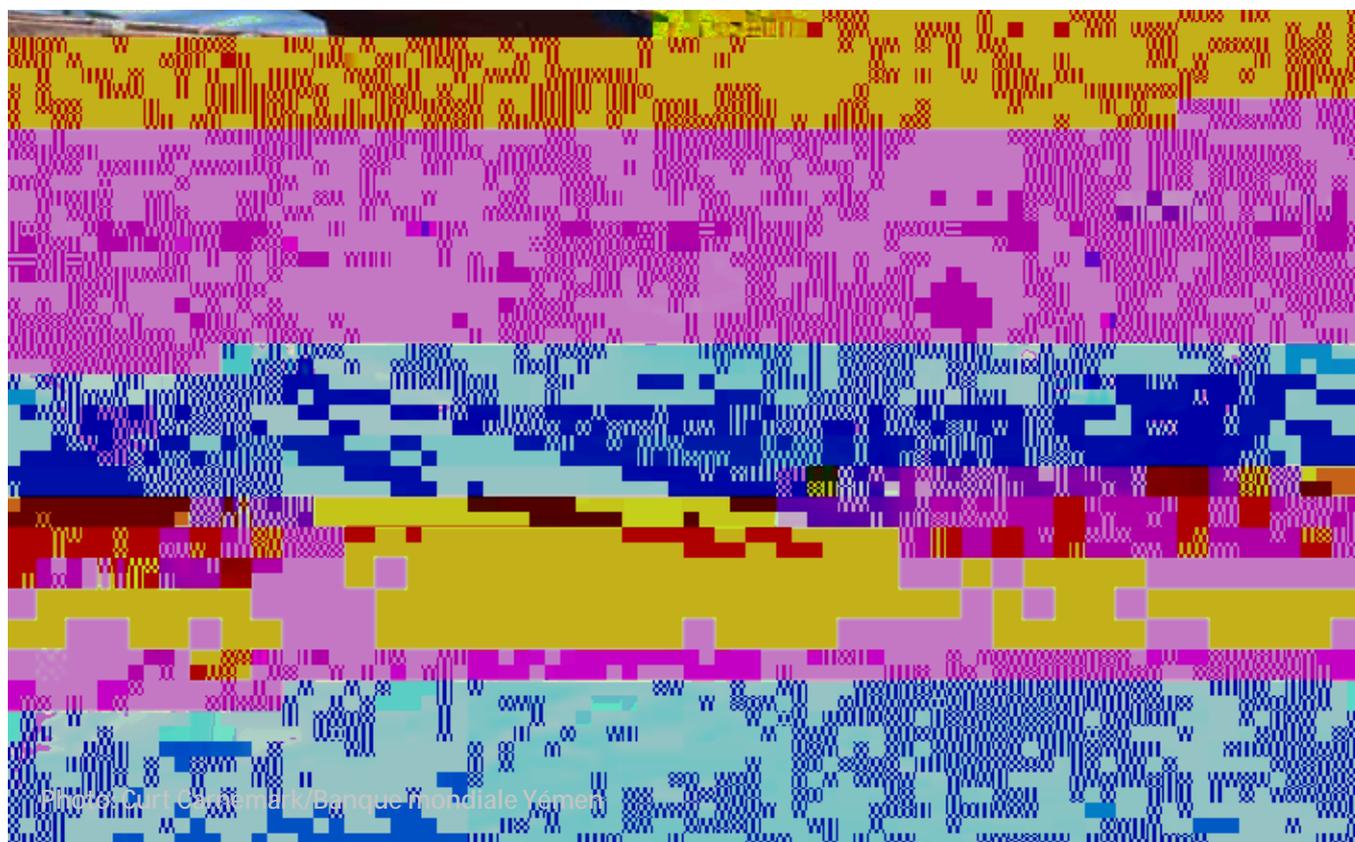
À bien des égards, les titres de créance liés au PIB fonctionnent comme un accord de participation ou un pacte d'actionnaires en vertu duquel des créanciers investissent dans la performance économique d'un pays. Cela permet aux pays débiteurs de partager avec les porteurs de titres d'emprunt les risques associés à la gestion macro-économique. En revanche, cela o re la possibilité aux créanciers de bénéficier de la croissance et peut permettre de réduire la fréquence des défauts et des crises financières (qui aboutissent bien souvent à des litiges onéreux, à des renégociations et/ou à des pertes sèches).

Une grande partie de la documentation produite sur ce sujet a porté sur l'attractivité de ces instruments pour la grande communauté des

investisseurs du secteur privé, ainsi que sur les options dont disposent les économies émergentes (avec une meilleure solvabilité et des performances économiques moins volatiles) pour émettre de tels instruments. L'une des difficultés réside dans le fait que les pays qui pourraient bénéficier le plus de ces instruments financiers peuvent également trouver difficile de les émettre moyennant des primes d'émission raisonnables en raison des doutes que peuvent avoir les marchés sur leurs fondamentaux économiques et politiques.

Ces difficultés sont particulièrement marquées dans les PMA. La plupart d'entre eux n'ont aucune notation souveraine et ceux qui en possèdent une ont tendance à rentrer dans la catégorie d'obligation « incertaine » ou « à risque élevé » (p. ex., Fitch névalue que 8 PMA sur 48, et tous ceux qui sont notés appartiennent à la catégorie « spéculative »)<sup>88</sup>. Les performances de croissance sont souvent inégales et les capacités de gestion de la dette sont également plus faibles dans les PMA.

En réponse à ces difficultés, le PNUD a proposé que les créanciers du secteur public (plutôt que les opérateurs de marché) élaborent des titres



### Encadré 11. **Obligations liées au PIB : quel avantage pour les PMA ?**

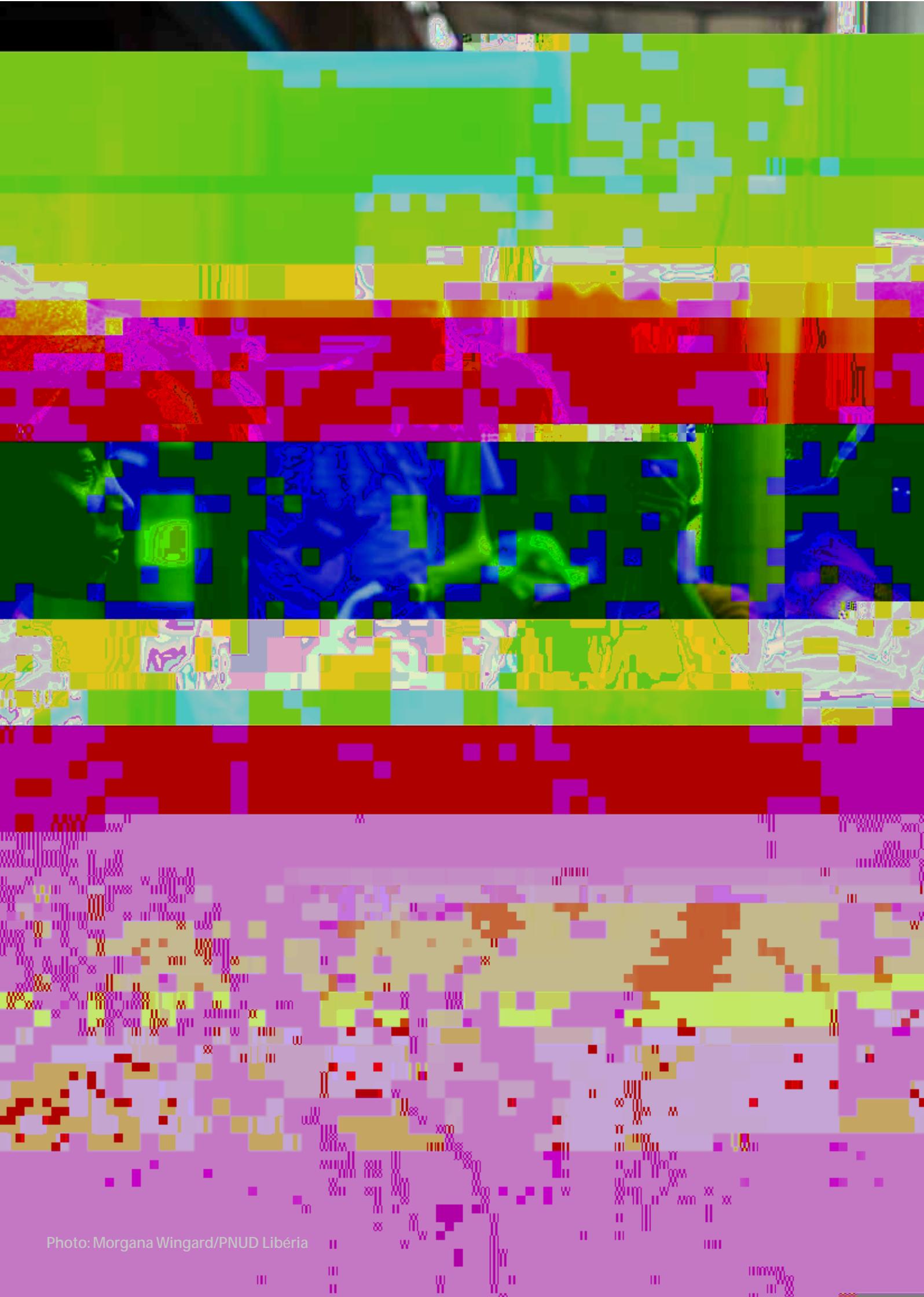
Source : PNUD, Financement du développement tenant compte du risque, 2015

Le PNUD a récemment effectué une simulation des avantages potentiels d'une adoption de l'indexation sur le PIB pour la dette extérieure des PMA vis-à-vis



nécessité de contracter de nouvelles dettes et/ou

tion ont augmenté de 42 à 205 pour cent par rapport à leur niveau moyen. Elles montrent également de quelle manière, dans 59 pour cent des cas, les crises de la dette dans les pays à faible revenu ont été précédées par une forme de choc sur les exportations











## 9. Tous les PMA ne sont pas identiques

Certains de ces instruments et stratégies sont plus susceptibles d'être utilisés dans des grands pays dont les populations et les marchés sont plus importants, les programmes mis en œuvre dans les pays plus petits et/ou plus risqués étant moins attrayants. Il existe une difficulté particulière en ce qui concerne le financement des projets à petite échelle, qui peuvent rarement être reproduits à grande échelle et occasionner des coûts administratifs importants pour les investisseurs publics et/ou privés. Les bailleurs de fonds publics ont la responsabilité de veiller à ce que tous les pays aient accès au financement dont ils ont besoin, selon des modalités et des conditions qui leur conviennent.

ne dépassent pas un stade de développement relativement faible. Les pays en développement et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du développement ont un rôle à jouer dans le partage des enseignements tirés de leur expérience. Des plateformes de coordination formelles et informelles peuvent être utilisées pour soutenir la connaissance, la sensibilisation, le développement des capacités et les échanges d'expériences sur ces instruments financiers. Le dialogue politique avec les gouvernements peut favoriser un environnement propice à l'investissement public et !

## 10. L'échange d'informations et de connaissances est essentiel à la réussite

Dans de nombreux cas, les PMA et leurs partenaires de développement possèdent une connaissance limitée de certains instruments financiers et des avantages susceptibles de découler de leur utilisation. Cela permet d'expliquer pourquoi certaines innovations







## Figure 10. Dépenses allouées à la réduction de la pauvreté dans les PMA

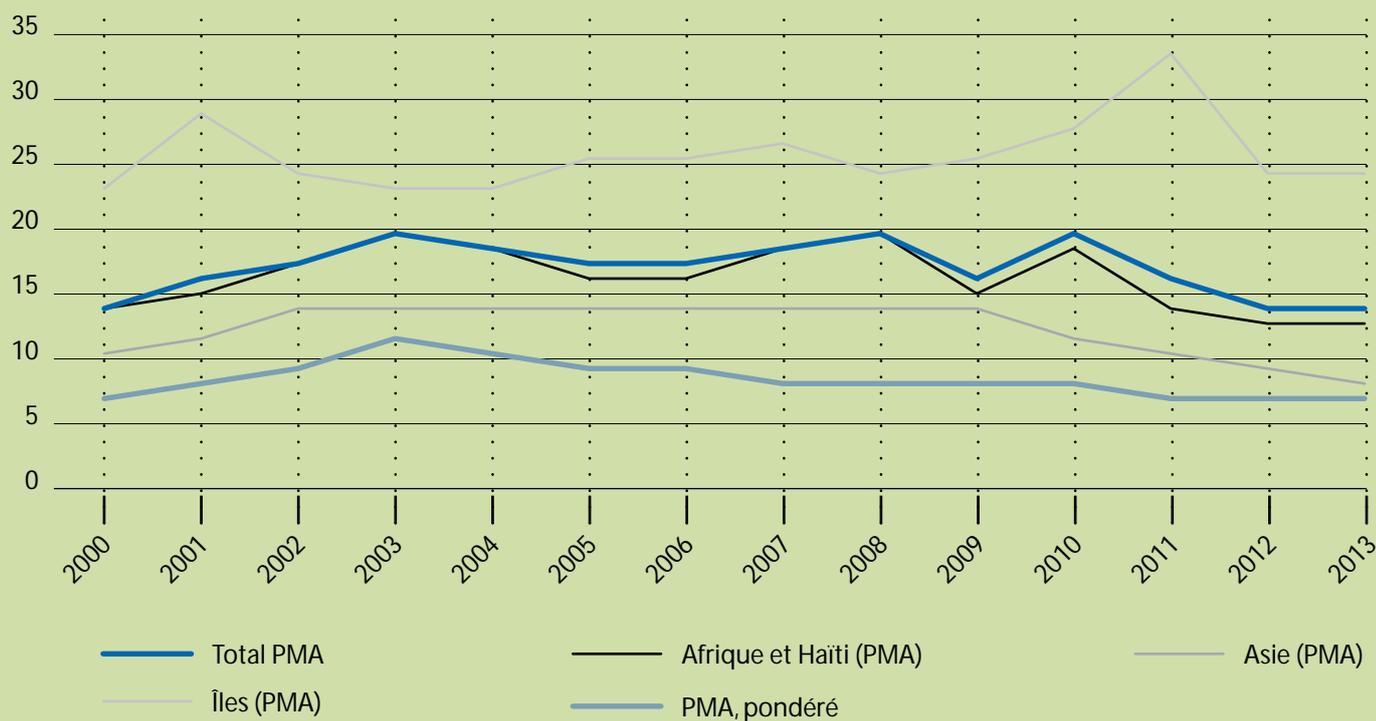
Source : adaptation, par les auteurs, du document de la Banque mondiale et du FMI intitulé « Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI), Statistical Update », mars 2016

Sao Tomé-et-Principe  
Mozambique  
Libéria  
Malawi  
Tanzanie



### Figure 13. APD nette reçue (en % du RNB)

Source : calculs effectués par les auteurs à partir du document de la Banque mondiale intitulé « Les indicateurs de développement dans le monde », consulté en décembre 2015



### Figure 14. Évolution de l'APD bilatérale liée au climat octroyée aux PMA, moyennes sur trois ans 2002-2013, engagement bilatéral, en millions de US\$, prix constants 2013

Source : OCDE, 2015

Remarques : le graphique ci-dessus présente une évolution à partir des moyennes calculées sur trois ans afin de lisser les fluctuations émanant des grands

Figure 15. Investissements directs étrangers par habitant : PMA vs pays en développement, US\$

Source : CNUCED, 2016



Figure 16. Versements par habitant, PMA, 2014, US\$

Source : CNUCED, 2016



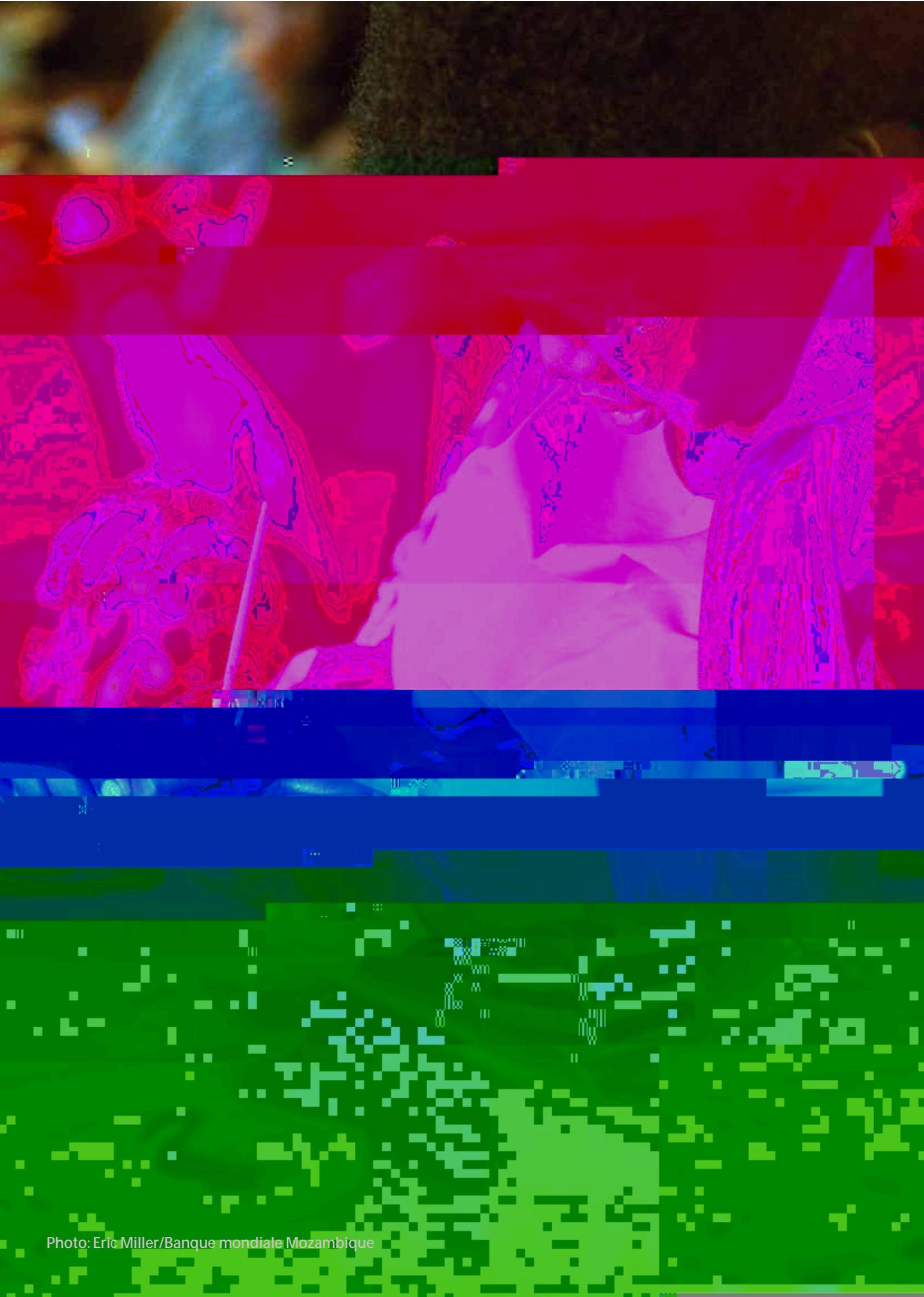


Photo: Eric Miller/Banque mondiale Mozambique





Easterly, « William, How the Millennium Development Goals are Unfair to Africa », World Development 37 (1), 2009

EU-AITF : <http://www.eu-africa-infrastructure-tf.net/>

EURODAD, « A Joint Submission to the World Bank and IMF Review of HIPC and Debt Sustainability », 2002 :

[http://www.eurodad.org/uploadedfiles/whats\\_new/reports/eurodad\\_debtsustainability\\_hipcreview.pdf](http://www.eurodad.org/uploadedfiles/whats_new/reports/eurodad_debtsustainability_hipcreview.pdf)

EURODAD, « STILL MISSING THE POINT: Unpacking the new World Bank/IMF debt sustainability framework for low-income countries », 2005 :

[http://eurodad.org/uploadedfiles/whats\\_new/reports/eurodad%20wb%20and%20imf%20still%20missing%20the%20point.pdf](http://eurodad.org/uploadedfiles/whats_new/reports/eurodad%20wb%20and%20imf%20still%20missing%20the%20point.pdf)

FEM : <https://www.thegef.org/gef/>

Ferdi, « Financer le développement durable - Réduire les vulnérabilités »

(disponible en ligne en anglais uniquement), 2015 :

[http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/publication/fichiers/ferdi\\_-\\_financing\\_development-web-2\\_0.pdf](http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/publication/fichiers/ferdi_-_financing_development-web-2_0.pdf)

Fitch Ratings, « Sovereign Credit Ratings and Least Developed Countries », 2014 :

<http://unohrlls.org/custom-content/uploads/2014/12/FitchRatingsOlu-SonolaCharles-Seville.pdf>

FMI, « IMF Establishes a Catastrophe Containment and Relief Trust to Enhance Support for Eligible Low Income Countries Hit by Public Health Disasters », 2015 :

<http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr1553.htm>

FMI, « List of LIC DSAs for PRGT-eligible countries », 2016 :

<https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>

FMI, « World Economic Outlook: Subdued Demand, Diminished Prospects », 2016 :

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/update/01/>

Fonds vert pour le climat : <http://www.greenclimate.fund/home>

FPPJ : <http://www.nepad-ippf.org/about-ippf/>

GAVI : L'Alliance du vaccin : <http://www.gavi.org/fr/>

GIIN : <https://thegiin.org/impact-investing>

Gouvernement de la Grenade, « Grenada and its Bondholders reach agreement in principle on the key financial terms for restructuring », 2015 :

[http://www.gov.gd/egov/news/2015/apr15/08\\_04\\_15/item\\_2/grenada-bondholders-agreement-principle-financial-terms-restructuring.html](http://www.gov.gd/egov/news/2015/apr15/08_04_15/item_2/grenada-bondholders-agreement-principle-financial-terms-restructuring.html)

Groupe de la Banque mondiale, « Financial Innovation to Meet Borrower Needs », 2015 :

[http://treasury.worldbank.org/bdm/pdf/Handouts\\_Finance/FinancialProductInnovation-Timeline.pdf](http://treasury.worldbank.org/bdm/pdf/Handouts_Finance/FinancialProductInnovation-Timeline.pdf)

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



ONU, « Rapport du Comité intergouvernemental d'experts sur le renforcement du développement durable », 2014 : [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/69/315&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/315&referer=/english/&Lang=F)

ONU, Brochure du Comité des politiques de développement, janvier 2015 : [http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp\\_publications/Tri-Fold\\_Brochure\\_Le\\_Comite\\_des\\_politiques\\_de\\_developpement.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/Tri-Fold_Brochure_Le_Comite_des_politiques_de_developpement.pdf)

ONU, Déclaration d'Istanbul et Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 : <http://unohrls.org/about-ldcs/istanbul-programme-of-action/>

ONU, Objectifs de développement durable (ODD) : <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>

ONU, Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Division statistique : <http://faostat3.fao.org/home/F>

ONU, Programme d'action d'Addis-Abeba, 2015 : [http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA\\_Outcome.pdf](http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf)

ONU-REDD : <http://www.un-redd.org/>

Oxfam International, « Haïti en images, trois ans après le séisme », 2013 : <https://www.oxfam.org/fr/multimedia/photos/haiti-en-images-trois-ans-apres-le-seisme>

Oxfam International, « Un an d'indécision laisse la reconstruction d'Haïti en pleine stagnation », 2011 : <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2011-01-06/un-dindecision-laisse-la-reconstruction-dhaiti-en-pleine>

Parlement britannique, Commission d'enquête de la Chambre des Communes, « Loans should become larger part of UK's aid programme », 2014 : <http://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/international-development-committee/news/development-finance-report-substantive/>

PNUD et Banco Centroamericano de Integración Económica : Projet CAMBio « Mercados Centroamericanos para la Biodiversidad » : <http://www.bcie.org/?cat=1006>

PNUD et OCDE, « Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2014 », 2014 : <http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2014/04/Vers-une-coope%CC%81ration-efficace-au-service-du-de%CC%81veloppement-FINAL.pdf>

---

---

---

---

PNUD, « Risk-Informed Finance for Development: Can GDP-linked official lending to emerging economies and developing countries enhance risk management and resilience? », 2015 : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/discussion-paper--risk-informed-finance-for-development/>

PNUD, Épidémie de fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/our-projects-and-initiatives/ebola-response-in-west-africa/>

PNUD, Haïti : du relèvement au développement durable : [http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/our-projects-and-initiatives/crisis\\_in\\_haiti/](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/our-projects-and-initiatives/crisis_in_haiti/)

PNUD, Solutions de financement pour le développement durable, 2016 (en anglais) : <http://www.undp.org/content/sdfinance/en/home.html>

Root Capital : <http://rootcapital.org/>

Secrétariat du Commonwealth, « A Time to Act. Small States and Debt Financing », 2014 (présentation sur PowerPoint)

Secrétariat du Commonwealth, « Analysis of instruments to help countries cope with unforeseen shocks; the case of the CCL », 2012 : <http://www.stephanygj.net/papers/AnalysisProposalsInstrumentsHelpCountriesUnforeseenShocks2012.pdf>

SFI, « IFC and Local Currency Lending » <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/51eed100487c9a249cd4bd84d70e82a9/VPU+localcurrencybrochure+5-08.pdf?MOD=AJPERES>

SFI, « IFC Invests in Bayport Zambia's First Bond, Supporting Access to Finance and Domestic Capital Markets », 2014 : <http://ifcext.ifc.org/IFCExt/Pressroom/IFCPressRoom.nsf/0/0161A4B20E84BA5A85257CDD00678C88?opendocument>

Statistiques de la CNUCED (UNCTAD STAT) : <http://unctad.org/en/Pages/Statistics.aspx>

Sunref : <https://www.sunref.org/en/>  
The Guardian, « Hurricane Ivan devastates Grenada », 2004 : <http://www.theguardian.com/environment/2004/sep/09/naturaldisasters.climatechange>

The Wall Street Journal, « Grenada Reaches Deal to Restructure \$262 Million in Debt », 2015 : <http://www.wsj.com/articles/grenada-reaches-deal-to-restructure-262-million-in-debt-1428615074>

UNFPA, Population Dynamics in the Least Developed Countries: Challenges and Opportunities for Poverty Reduction, 2011 : <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/CP51265.pdf>

UNITAID : <http://www.unitaid.eu/fr/>

World Bank Green Bonds, <http://treasury.worldbank.org/cmd/htm/WorldBankGreenBonds.html>



Photo: Scott Wallace/Banque mondiale Afghanistan

# Notes

- 1 Pour obtenir plus d'informations sur les ODD, rendez-vous sur le site Internet :  
<https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>
- 2 ONU, Programme d'action d'Addis-Abeba, 2015 :  
[http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA\\_Outcome.pdf](http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf)
- 3 Voir, « From Billions to Trillions: Transforming Development Finance. Post-2015 Financing for Development: Multilateral Development Finance », Groupe de la Banque mondiale, avril 2015  
[http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMINT/Documentation/23659446/DC2015-0002\(E\)FinancingforDevelopment.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMINT/Documentation/23659446/DC2015-0002(E)FinancingforDevelopment.pdf)
- 4 Ladd, Paul et Conceição, Pedro, « SDGs, FfD and Every Single Dollar in the World », 2015 :  
<http://www.ipsnews.net/2015/07/opinion-sdgs-ffd-and-every-single-dollar-in-the-world/>
- 5 Voir : CNUCED, « The Least Developed Countries Report 2014. Growth with structural transformation: A post-2015 development agenda », 2014 :  
[http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/lcd2014\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/lcd2014_en.pdf)
- 6 CNUCED, « The Least Developed Countries Report 2014. Growth with structural transformation: A post-2015 development agenda », 2014 :  
[http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/lcd2014\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/lcd2014_en.pdf)
- 7 Pour lire la Déclaration dans son intégralité, voir : La Déclaration d'Istanbul et le Programme d'action en faveur des PMA 2011-2020 : <http://unohrls.org/about-lcds/istanbul-programme-of-action/>
- 8 Kaul, Inge et Conceição, Pedro, « The New Public Finance: Responding to Global Challenges », 2006
- 9 ODI, « Financing the post-2015 Sustainable Development Goals: A rough roadmap », 2015 : <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9374.pdf>

- 10 Voir : ONU - DAES, « What are the Least Developed Countries? »  
[http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc\\_info.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc_info.shtml)
- 11 Données de 2012. L'extrême pauvreté est ici définie comme étant la part de personnes vivant avec moins de 1,90 dollar US par jour.
- 12 La liste des PMA des Nations Unies est différente de celle utilisée par d'autres entités multinationales, par exemple la Banque mondiale, le FMI et d'autres institutions financières régionales (p. ex., la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, etc.). Chacun de ces organismes a sa propre liste de pays « à faible revenu » ou « à revenu intermédiaire », ainsi que d'autres catégories qui déterminent les conditions générales dans lesquelles les financements sont octroyés aux différents pays. La Banque mondiale compte par exemple 77 pays « à faible revenu » éligibles aux prêts hautement concessionnels de l'Association internationale de développement (AID). En 2016, les pays éligibles sont ceux qui ont un RNB par habitant inférieur à 1 215 US\$. Le revenu par habitant est le principal critère utilisé, bien que plusieurs PEID qui dépassent ce seuil soient également éligibles aux ressources de l'AID compte tenu de leur solvabilité limitée et de fortes vulnérabilités économiques et environnementales. Il existe bien entendu de nombreux pays qui se recoupent entre la liste des PMA utilisée par l'ONU et celle des autres entités internationales. Pour plus d'informations, consulter la page :  
<http://www.worldbank.org/ida/borrowing-countries.html>
- 13 Banque de données de la Banque mondiale (chiffres de 2014)
- 14 « United Nations, LDC and other country groupings: How useful are current approaches to classify countries in a more heterogeneous developing world? » 2014 :  
[http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp\\_background\\_papers/bp2014\\_21.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_background_papers/bp2014_21.pdf)
- 15 Un pays est éligible à un déclassement lorsqu'il atteint le seuil pour au moins deux des trois critères suivants : revenu, capital humain ou vulnérabilité économique.  
 Voir : ONU - DAES : [http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc\\_graduated.shtml](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc_graduated.shtml)
- 16 CNUCED, 2016
- 17 Certains spécialistes ont soutenu que compte tenu de la manière dont les OMD ont été conçus, certaines réussites des PMA (p. ex., en matière de réduction de la pauvreté) ont pu être considérées comme des échecs. Voir, par exemple : Easterly, W. (2009). « How the Millennium Development Goals are Unfair to Africa ». *World Development* 37 (1) : 26-35.
- 18 Données des Nations Unies, « Millennium Development Goals Report », 2015
- 19 Prévalence de la malnutrition (%) - moyenne sur trois ans. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA), Division statistique :  
<http://faostat3.fao.org/home/F> (consulté en mars 2016)
- 20 ONU, « Objectifs du Millénaire pour le développement », Rapport 2015
- 21 UNCTAD STAT, février 2016

22 OCDE, « Taking Stock of ODA to the Least Developed Countries », 2016 :  
<http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/Taking-stock-of-aid-to-least-developed-countries.pdf>

23 En 2014, seuls neuf donateurs ont atteint ou dépassé le seuil promis d'au moins 0,15 pour

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

- 33 Pour de plus amples informations, voir : FMI, « IMF Establishes a Catastrophe Containment and Relief Trust to Enhance Support for Eligible Low Income Countries Hit by Public Health Disasters », 2015 : <http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2015/pr1553.htm>
- 34 Pour de plus amples informations sur les initiatives PPTe et IADM, voir : FMI, « Allégement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) », 2016 : <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/hipcf.htm>  
Pour obtenir la liste complète des 31 PMA qui sont aussi des PPTe, voir la figure 8.
- 35 Calculs réalisés par les auteurs à partir des données du FMI et de la Banque mondiale.
- 36 [www.imf.org/external/np/pp/eng/2015/110215.pdf](http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2015/110215.pdf) (en anglais)
- 37 Pour une évaluation critique de l'Initiative PPTe, voir EURODAD, « A Joint Submission to the World Bank and IMF Review of HIPC and Debt Sustainability », 2002 : [http://www.eurodad.org/uploadedfiles/whats\\_new/reports/eurodad\\_debtsustainability\\_hipcreview.pdf](http://www.eurodad.org/uploadedfiles/whats_new/reports/eurodad_debtsustainability_hipcreview.pdf)
- 38 Calculs réalisés par les auteurs à partir des données du FMI et de la Banque mondiale.
- 39 Au 7 avril 2016. Les neuf pays considérés comme présentant un risque élevé de surendettement sont les suivants : Afghanistan, Burundi, Djibouti, Kiribati, Mauritanie, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, le Tchad et Tuvalu. Les 24 pays présentant un risque modéré sont les suivants : Bhoutan, Burkina Faso, Comores, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sierra Leone, Soudan du Sud, Togo, Vanuatu, Yémen et Zambie. Un PMA (le Soudan) est considéré comme étant en surendettement. Voir : FMI, « List of LIC DSAs for PRGT-eligible countries » : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/dsalist.pdf>
- 40 Ces pays sont les suivants : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe. Voir : Initiative des marchés financiers africains : [www.africanbondmarkets.org](http://www.africanbondmarkets.org)
- 41 Ces pays sont les suivants : Angola, Éthiopie, Mozambique, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.
- 42 Dans les deux cas, les gouvernements peuvent lever de grandes quantités de fonds à court terme et sans conditions afin de combler les manques de financement importants. Le développement des marchés obligataires nationaux est également le bienvenu en ce qu'il contribue à développer les marchés financiers locaux et à mobiliser l'épargne intérieure pour financer les dépenses publiques. La dette intérieure réduit également le risque de change et peut contribuer à réduire le recours à l'aide. En ce qui concerne Togo et Mali,







83 Voir : FMI, « The End of an Era? The Medium- and Long-term Effects of the Global Crisis on Growth in Low-Income Countries », 2010 : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2010/wp10205.pdf>

84 Voir, par exemple : Groupe de la Banque mondiale, « Financial Innovation to Meet Borrower Needs », 2015 : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

93 Pour de plus amples informations, voir : Club de Paris, Grenade - Traitement de la dette, 19 novembre 2015 : <http://www.clubdeparis.org/fr/traitements/grenade-19-11-2015/fr> et FMI, Consultations sur la Grenade au titre de l'article IV, 2015 : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15333.pdf>

94 Les détenteurs d'obligations commerciales ont convenu d'une réduction globale de capital de 50 % avec une mise en œuvre progressive en deux étapes. La réduction de la dette du pays a fourni la moitié de la réduction du capital d'emblée, la seconde partie de la réduction du capital étant fonction de la performance du pays dans le cadre d'un programme d'ajustement soutenu par le FMI. Les détenteurs d'obligations prendront également une

---

---

---

---

---

---

---

102 ONU- DAES, Liste des PMA (en anglais) (février 2016) :  
[http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc\\_list.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/ldc/ldc_list.pdf) Pour obtenir une liste des PEID, voir :  
Alliance des petits États insulaires : <http://aois.org/members/>

103 Pour de plus amples informations sur les progrès réalisés dans le cadre des engagements en faveur d'une plus grande efficacité de l'aide internationale, voir : PNUD et OCDE, « Vers une coopération pour le développement plus efficace : Rapport d'étape 2014 » :  
<http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2014/04/Vers-une-cooperation-efficace-au-service-du-developpement-FINAL.pdf>

104

---

---

---

---







Design by

[ LS ] [lsgraphicdesign.it](http://lsgraphicdesign.it)

Cover Photo

Photo de couverture: La salle des marchés de l'Ethiopian Commodity Exchange à Addis Abeba.  
Photo: PNUD Éthiopie





AFD  
5 Rue Roland Barthes  
75598 PARIS CEDEX 12, FRANCE  
[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

PNUD  
One United Nations Plaza  
New York, NY 10017 USA  
[www.undp.org](http://www.undp.org)